



Mots. Les langages du politique

89 | 2009

2007. Débats pour l'Élysée

Les présidentiables de 2007 entre proximité et surplomb. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal vus par *Libération*

Christian Le Bart



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/18763>

DOI : 10.4000/mots.18763

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2009

Pagination : 39-55

ISBN : 978-2-84788-151-6

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Christian Le Bart, « Les présidentiables de 2007 entre proximité et surplomb. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal vus par *Libération* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 89 | 2009, mis en ligne le 30 mars 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mots/18763> ; DOI : 10.4000/mots.18763

Les présidentiables de 2007 entre proximité et surplomb. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal vus par *Libération*

L'objectif de cet article est de tester sur la campagne présidentielle de 2007 une série d'hypothèses relatives à la montée en puissance de la thématique de la proximité (Le Bart, 2005 ; Le Bart, Lefebvre, 2005). Cette hypothèse avait été formulée, et selon nous validée, à partir d'une analyse de la vie politique de ces dernières années, vie politique locale bien sûr, pour laquelle la référence à la proximité semble presque aller de soi, mais aussi vie politique nationale. Là repose sans doute la nouveauté la plus significative : un premier ministre (Jean-Pierre Raffarin en l'espèce) a pu parler le langage de la proximité, invoquer une « République des proximités », introduisant ce faisant une véritable rupture par rapport à la culture républicaine, traditionnellement orientée vers une valorisation de la distance, de l'extériorité, du surplomb. Nous avons fait le choix de prendre cette thématique de la proximité au sérieux, de ne pas y voir une simple mode, ni de recourir à une vision cyclique des symboliques politiques. Même si les politiques ont toujours su à l'occasion jouer la carte de la proximité – que l'on pense aux voyages présidentiels (Mariot, 2006) –, on est fondé à risquer l'hypothèse d'une mutation significative de notre culture politique¹.

Cette valorisation de la proximité, qui imprègne aussi bien les façons de penser l'action publique (police de proximité, justice de proximité, démocratie de proximité...) que les façons d'être des acteurs politiques (valorisation de l'écoute, du terrain, du quotidien, de la présence...), influence-t-elle également le rôle de président de la République ? Autant en effet le rôle de premier ministre, symboliquement attaché au gouvernement quotidien, est accessible à la rhétorique de la proximité, autant celui de président, fondé sur une symbolique autre, celle de la grandeur, de la hauteur et du surplomb,

Institut d'études politiques de Rennes, CRAPE, lbart35@club-internet.fr

1. On serait tenté de parler ici de « féminisation » de la vie politique pour désigner les nouvelles façons de faire de la politique en valorisant le concret contre l'idéologie, le proche contre le distant, le particulier contre l'universel, le quotidien contre le long terme. On se situe bien sûr ici sur le terrain des représentations, et il ne saurait être question d'établir un quelconque lien mécanique ou essentialiste entre genre et façon de faire de la politique. Voir sur ce point le numéro 78 de *Mots. Les langages du politique* (« Usages politiques du genre », 2005).

semble au contraire incompatible avec cette rhétorique. Le président appartient à l'Histoire et non à l'actualité, il s'occupe de la France plus que des Français ; il ne saurait donc sans risque « se rapprocher » de ces derniers. Parce qu'il est fait de distinction, ce rôle ne peut faire l'économie de la distance².

On peut en effet considérer que le rôle de président, de chef d'État, tel qu'il a été forgé par la jurisprudence des pratiques et bien sûr aussi par les textes constitutionnels, appelle une posture d'arbitre qui le rend moins accessible à la thématique actuelle de la proximité. Du général de Gaulle à Jacques Chirac, et selon des modalités certes différentes, la symbolique du surplomb présidentiel n'a pas été réellement remise en cause. D'aucuns s'y sont essayés, et même tous les successeurs du général de Gaulle, promettant plus de simplicité, plus d'accessibilité, moins d'apparat et de décorum. Mais à chaque fois le rôle semble avoir eu le dernier mot sur son titulaire³.

En faisant porter l'analyse sur une campagne présidentielle, on ne confond certes pas président en exercice et postulant au rôle. Mais il nous a semblé que le rôle de présidentiable offrait un bon terrain pour voir comment les choses évoluaient sur l'axe proximité-surplomb. Parler de *présidentiable*, c'est faire l'hypothèse d'une continuité entre le rôle de candidat à la fonction et celui de titulaire de la fonction. Continuité dans le contenu des discours ? Plus certainement continuité dans les façons d'être, de parler, dans les façons de jouer de la dialectique proximité-surplomb. Si nos hypothèses sont justes, l'imprégnation du rôle de président par la symbolique de la proximité doit s'observer chez les présidentiables. On peut même penser que le moment de la campagne se prête idéalement au déploiement de cette symbolique, tout candidat se devant d'apparaître à l'écoute sinon en contact rapproché avec les citoyens. Pour le dire autrement, c'est au stade de la présidentiabilité que la symbolique de proximité devrait prioritairement pénétrer le rôle présidentiel.

Le terme *présidentiable* qualifiera les candidats crédités par les grands médias d'une « capacité » et d'une « crédibilité » attestées par exemple par l'investiture des grands partis, ou par les performances sondagières. Peu importe ici de savoir qui a le pouvoir de faire et défaire les présidentiables. La distinction entre « petites » candidatures « de témoignage » et « vraies » candidatures de présidentiables « crédibles » est un construit social qui résulte d'une lutte symbolique des résultats desquels nous prenons acte ici. Concrètement, c'est à Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal que nous nous intéresserons, choix sans risque mais évidemment restrictif. Au moins est-on sûr que chez eux, la posture de candidat anticipe déjà un peu – et c'est cela qui nous intéresse – celle de président.

2. Voir sur ce thème : Bourdieu, 2001.

3. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, commencé par une descente à pied des Champs-Élysées, par la rencontre avec des Français « ordinaires », et achevé dans la dénonciation des supposées dérives monarchiques (affaire des diamants), est de ce point de vue exemplaire.

Il convient sans doute de préciser l'opposition que nous proposons entre *proximité* et *surplomb*. Ces deux termes renvoient ici à des symboliques politiques opposées. Sans vouloir les rigidifier à l'extrême, la plasticité en étant justement une caractéristique, il convient au moins de préciser les diverses déclinaisons auxquelles elles se prêtent. Ce que suggère le tableau suivant :

Tableau 1

Symbolique de la proximité	Symbolique du surplomb
Le politique écoute	Le politique propose
Déplacement sur le terrain	Prise de parole depuis les lieux de pouvoir
Dialogue	Monologue
Contacts avec les gens ordinaires	Contacts avec les grands de ce monde
Démocratie participative (diffusion du sentiment de compétence)	Démocratie représentative (prédominance de la culture de remise de soi)
Action publique négociée	Action publique arbitrée
Présentation de soi centrée sur la personne	Présentation de soi centrée sur les fonctions
Prétention à la représentativité	Prétention à l'exceptionnalité
« Féminin »	« Masculin »
Bas	Haut

On peut croiser ces deux postures dans un second tableau pour rendre compte des regards positifs ou négatifs qu'elles engendrent l'une sur l'autre :

Tableau 2

Point de vue → Objet ↓	Proximité	Surplomb
Proximité	Proche À l'écoute Quotidien Terrain	Pas à la hauteur Incompétent Sans envergure Clientélisme
Surplomb	Arrogant, lointain Distant Loin des préoccupations des Français	Homme d'État Visionnaire Programme Charisme

La simple présentation de cette grille de lecture suggère que l'opposition entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy peut constituer un matériau intéressant pour illustrer ces deux idéaux-types. C'est aussi pourquoi nous l'avons retenue. Pour mesurer jusqu'à quel point le rôle de présidentiable est aujourd'hui structuré par une contrainte de proximité, nous étudierons les deux stratégies adoptées par ces candidats. L'un, c'est notre hypothèse de départ, fait une campagne à l'ancienne, sans trop tenir compte de cette nouvelle règle du jeu. Il se met en scène comme étant au-dessus de ceux auxquels il s'adresse. Il joue la carte de la stature présidentielle définie au fil des campagnes antérieures. Cette vision est cependant restrictive. On trouve aussi trace chez lui de concessions à l'exigence de proximité, au terme d'un mouvement descendant de rapprochement avec les citoyens.

Le cas de Ségolène Royal est plus intéressant. On peut faire l'hypothèse qu'elle a d'abord tenté de jouer la carte de la proximité, autrement dit d'imposer une définition du rôle de présidentiable, sinon même de président, en léger décalage avec les définitions héritées. Mais on ne joue pas impunément avec les rôles sociaux. Le rappel à l'ordre par les journalistes, les électeurs, le champ politique d'une façon générale, a abouti à une position plus nuancée. La logique est alors ascendante, Ségolène Royal s'efforçant de démontrer qu'elle est « à la hauteur » du rôle. D'où un retour vers ce que l'on pourrait appeler les fondamentaux du rôle⁴.

Nicolas Sarkozy : la stratégie du surplomb

Un positionnement classique d'homme d'État

Trois terrains au moins peuvent illustrer la thèse d'un positionnement classique. Le premier est celui de l'offre programmatique. Le candidat Sarkozy se donne clairement à voir comme détenteur d'un projet de société qu'il soumet aux électeurs. Il s'efforce de mettre en avant sa capacité à avoir une réponse à peu près ajustée à tous les problèmes, selon la logique la plus classique de

4. Nous avons travaillé à partir d'un matériau et d'un seul, le quotidien *Libération* (la date qui figure après les extraits cités dans la suite du texte est donc celle de leur publication, entre septembre 2006 et fin mars 2007, dans ce quotidien). Notre hypothèse est que les symboliques ici recensées se retrouvent chez tous les acteurs de la campagne, quel que soit leur statut (on citera indifféremment les journalistes et les propos qu'ils rapportent, imputables aux politiques ou à d'autres) et quelle que soit leur orientation politique (droite ou gauche). Ce parti pris méthodologique mériterait évidemment discussion. Mériteraient de même discussion les procédures de sélection des extraits de presse qui selon nous peuvent s'analyser en référence à la grille surplomb/proximité. Parce qu'il porte sur les imaginaires et les symboliques, ce travail dépasse le simple relevé d'un lexique et peut donc se voir reprocher un certain impressionnisme. On répondra que les extraits mobilisés sont assez nombreux et cohérents pour qu'on puisse prétendre avoir fait mieux qu'illustrer, à défaut d'avoir définitivement démontré.

l'offre politique. Jouant de la définition classique de la campagne présidentielle (la rencontre entre un homme et un peuple), il affirme avoir forgé son programme en amont de celle-ci. Il prétend rassembler au-delà de l'UMP, mais assume les désaccords qui peuvent surgir à l'énoncé de ce programme. Ainsi est-il amené à souligner, selon une logique de volontarisme politique exacerbé dès le début de la campagne (31 janvier 2007), la force de ses convictions :

Le plein-emploi est possible en France, c'est un engagement que je prends.
Je veux être le président d'une France qui assume sa vocation universelle.

Ce faisant, il suscite des réactions qui, d'emblée, le situent en phase avec les définitions classiques de l'excellence présidentielle :

Il est très brillant. J'apprécie ce qu'il dit sur l'éducation ou le patriotisme. On a besoin d'un candidat courageux, qui prenne des risques. (Pascal Bruckner, 30 janvier)

La mise en scène de la candidature Sarkozy donne à voir une offre politique qui précède la demande, qui cherche à infléchir celle-ci (convaincre), sans solliciter de contact direct entre un candidat qui sait déjà et des électeurs qui suivent et s'en remettent. Ainsi du blog, centré sur le candidat (plusieurs fois en photo) et son programme (« ce que je vous propose »). La place consacrée aux citoyens n'est pas négligeable, mais elle est seconde et n'autorise aucune confusion des rôles : le candidat interpelle ses visiteurs (« posez-moi vos questions ») et se met en scène comme ayant réponse aux questions posées (« Nicolas Sarkozy ou son porte-parole vous répond »). Les soutiens du candidat, baptisés « supporters », l'entourent là encore sans excès de proximité. On retrouve cette symbolique par exemple à l'occasion de ce que la presse va baptiser « le sacre » de Sarkozy. Porte de Versailles, 100 000 personnes sont présentes le 10 janvier pour cette « intronisation » (11 janvier). Dans son long discours, le candidat multiplie les références distinctives : Charles de Gaulle, Jacques Chaban-Delmas, Georges Mandel, Guy Môquet, Jean Moulin, Émile Zola, Georges Clémenceau, Saint-Louis et Henri IV, Jean Jaurès et Léon Blum... Explicitant sa vision de la France, il brouille les clivages politiques mais reste parfaitement cohérent dans son souci d'enrôler les grands hommes dans une présentation de soi qui se veut la plus élevée possible. Il s'agit pour lui d'être à la hauteur d'un rôle dont il reçoit sans la discuter la définition la plus classique. Seul un homme d'État peut devenir chef d'État.

On retrouve ce mélange entre déférence à l'égard du rôle hérité et prétention à s'en montrer digne dans le souci de se mettre en scène comme candidat d'envergure internationale. N'hésitant pas à mobiliser les ressources associées aux rôles institutionnels, le candidat ministre de l'Intérieur et chef de parti se présente comme l'homologue des plus grands. On sait le souci qui fut le sien de rencontrer George Bush. Nicolas Sarkozy se flatte de connaître les chefs de gouvernement anglais et allemand, il rappelle son expérience

diplomatique, se déplace à l'occasion pour rencontrer tel ou tel chef d'État (Algérie)⁵ et s'offre même le luxe de recevoir des dignitaires chinois. Si, en effet, une rencontre témoigne toujours d'une égalité symbolique, le rapport de force symbolique est toujours en faveur de celui qui reçoit, aux dépens de celui qui doit se déplacer⁶. Ainsi se présente-t-il comme quasi-chef d'État. Il n'hésite pas, quitte à agacer le président sortant, à « s'emparer des domaines réservés présidentiels en organisant une conférence de presse sur la politique étrangère [...] puis une convention sur la défense [...] » (10 mars). Ce qui fait dire à Valérie Pécresse, porte-parole de l'UMP et une de ses proches conseillères : « Nicolas Sarkozy va enfin hisser la campagne au niveau qu'elle mérite. » Rebondissant sur la métaphore spatiale, *Libération* suggère que Valérie Pécresse « laisse implicitement entendre qu'avec ses sujets sur la vie quotidienne, Ségolène Royal ne volait décidément pas assez haut » (1^{er} mars).

Une amorce de mouvement descendant : les fragilités de l'homme d'État

Quasi-chef d'État : la formule suggère quand même la persistance d'un décalage. Celui-ci prend la forme d'un souci discret mais réel de jouer aussi, fût-ce à la marge, la carte de la proximité. Deux explications complémentaires à cette esquisse d'un recentrage. La première l'analyserait comme concession au rôle de candidat, qui n'est pas tout à fait celui de gouvernant-élu. La campagne électorale, et plus généralement l'élection, marque un temps atypique de rapprochement entre candidats et électeurs. Le rôle de présidentiable résulterait donc d'un savant dosage entre anticipation du rôle présidentiel (surplomb) et capacité d'écoute du candidat (proximité). Cette explication échappe à l'histoire et se fonde sur les invariants du système démocratique⁷. La seconde, conforme à nos hypothèses de travail, insiste au contraire sur la montée en puissance d'un référentiel de « proximité » auquel les candidats à la présidentielle devraient souscrire. La prétention au surplomb pourrait devenir contre-productive si elle introduit une distance avec des citoyens désormais désireux que les candidats sachent se faire humbles, proches, semblables.

Temporalité démocratique ou histoire longue des cultures politiques ? Les deux explications convergent pour rendre compte des tentatives faites par Nicolas Sarkozy pour aussi donner à voir sa proximité avec les électeurs. Deux exemples de cette proximité retiendront notre attention.

5. Il s'agit pour lui, écrit *Libération* (15 novembre 2006), de « peaufiner une stature d'homme d'État ».
6. Ainsi la médiatisation de l'acharnement mis par Nicolas Sarkozy à forcer la porte de George W. Bush a-t-elle largement annulé le profit symbolique que le premier espérait en tirer. « Prêt à tout » pour rencontrer un président à qui il n'avait rien à offrir, le candidat n'est pas parvenu à équilibrer l'échange.
7. C'était par exemple la piste suivie par Philippe Braud (1980).

Le premier, parce qu'il s'apparente à une figure imposée des campagnes, renvoie à la première interprétation. C'est la mise en scène de l'effort consenti par le candidat pour *aller vers* les électeurs : visite d'usine, meeting en région, rencontre avec les enseignants (3 février), déplacement sur le terrain, voyages outre-mer... La mise en scène de la proximité renoue avec l'exercice très ancien du voyage présidentiel, sinon du monarque itinérant. Parmi les multiples formes que peut prendre cette mise en scène, la visite d'usine mérite une attention particulière, tant son potentiel symbolique est fort. Qu'il visite l'usine McCormick à Saint-Dizier (1^{er} février) ou l'usine Alstom au Creusot (6 février), le candidat s'efforce d'apparaître en phase avec les ouvriers, c'est-à-dire avec le groupe a priori le plus éloigné de lui. Parce qu'il est un professionnel de la politique, parce qu'il est de droite, la distance présumée est maximale. D'où la nécessité de bousculer un peu les représentations. Sarkozy cite Jaurès et Blum, parle des « travailleurs ». Le volontarisme de cette posture est souligné par les commentateurs, qui donnent à voir des réactions contrastées : « Au moins, lui, il vient nous parler » (7 février) ; ou bien à l'inverse : « Qu'est-ce qu'il en sait, lui, de la vie ouvrière ? » (1^{er} février)⁸.

Le second registre déborde de cette figure obligée de toute campagne électorale qu'est le contact direct avec les électeurs. Il consiste en une stratégie de présentation de soi qui n'est plus totalement réductible à la prétention à être à la hauteur du rôle. Conformément aux hypothèses relatives à la féminisation de la vie politique, on soulignera la fragilité assumée du candidat Sarkozy, qui sait à l'occasion faire preuve d'humilité. Son discours au Congrès de l'UMP joue par exemple du contraste entre ces hommes qu'il dit « grands » (par exemple Mandel, auquel il avait consacré une biographie) et sa propre personne, qu'il présente ainsi : « Moi, petit Français de sang mêlé »⁹. Il insiste, là encore contre la figure monolithique de l'homme d'État, sur le fait qu'il a « changé », mûri, que les « épreuves de la vie » l'ont transformé. Il mobilise le registre des émotions comme une ressource, non comme une faiblesse. Ainsi à propos de son amour de la France :

Longtemps ce sont des sentiments que j'ai gardés pour moi, comme un trésor caché au fond de mon cœur que je n'éprouvais le besoin de partager avec personne. Je pensais que la politique n'avait rien à voir avec mes émotions personnelles. J'imaginai qu'un homme fort se devait de dissimuler ses émotions. J'ai depuis compris qu'est fort celui qui apparaît dans sa vérité. J'ai compris que l'humanité est une force, pas une faiblesse. J'ai changé [...]. On ne peut pas partager la souffrance de celui qui connaît un échec professionnel ou une déchirure personnelle si on n'a pas

8. On pourrait ici évoquer le style discursif du candidat, son souci permanent de parler simple (stratégie d'hypocorrection repérable par exemple dans la fréquente suppression du *ne* de la négation).
9. Devant des jeunes de l'UMP, il évoquera sa mère et n'hésitera pas à mettre en avant les épreuves qu'il a traversées, « les failles, les blessures, les souffrances » (19 mars).

souffert soi-même. J'ai connu l'échec, et j'ai dû le surmonter. On ne peut pas tendre la main à celui qui a perdu tout espoir si l'on n'a jamais douté. Il m'est arrivé de douter. N'est pas courageux celui qui n'a jamais eu peur [...]. Aujourd'hui, j'ai compris que ce sont les faiblesses, les peines, les échecs qui rendent plus fort¹⁰.

Ces propos s'analysent comme concession à un air du temps qui valorise le petit, le proche, l'humain, jusque donc dans la définition du présidentiable.

Ces stratégies de rapprochement, ces mouvements symboliques vers l'en bas ne réussissent pas toujours. Le candidat est pris par ses adversaires à son propre jeu lorsque, par exemple, il tarde à démontrer sa capacité à aller sur le terrain en banlieue. « Un candidat qui hésite à se rendre en banlieue peut-il être élu président de la République ? [...] Il lui faut démontrer qu'il n'est pas interdit de séjour dans les banlieues. » (8 février) Ce n'est plus la figure de l'homme d'État au-dessus de la mêlée, mais celle du candidat distant, entre lâcheté et mépris, qui pointe dans ce refus (26 février). Même analyse s'agissant des polémiques sur l'inaccessibilité du quartier abritant le QG de campagne du candidat. Lorsque la police impose un définitif « on ne passe pas » aux habitants du quartier, on voit se dessiner la figure négative du candidat qui se cache, qui s'abrite, qui se protège (12 février).

Ségolène Royal : une candidature d'en bas ?

Le positionnement de Ségolène Royal est inverse¹¹. Jouant la carte de la proximité contre la définition classique du présidentiable, elle est cependant amenée à composer avec cette dernière. La symbolique mobilisée est ascendante. Au niveau programmatique, il s'agit pour elle d'écouter pour être ensuite en position de proposer. S'agissant de la stature internationale, elle s'efforce de progressivement faire la preuve, par quelques déplacements choisis, de sa capacité à endosser le rôle. Dans les deux cas, elle donne à voir une présidentiabilité construite au fil de la campagne, contre ce que l'on pourrait appeler la présidentiabilité présumée de Nicolas Sarkozy.

Une symbolique ascendante

Le profil de la candidate socialiste ne la prédisposait pas mécaniquement à une telle posture. Elle aurait pu jouer de sa stature d'énarque, de son expérience, de sa position forte dans le champ politique. Elle a préféré jouer la carte de la féminité et de la démocratie participative, sinon même celle de la fragilité (« Aidez-moi », lors du Congrès d'investiture par le PS).

10. « Ma France », discours prononcé par Nicolas Sarkozy après sa désignation comme candidat de l'UMP à l'élection présidentielle, cité par *Le Monde* (16 janvier 2007).

11. Il est notamment perturbé par la divulgation de l'information selon laquelle le couple Hollande-Royal est assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Le thème de la démocratie participative

Celui-ci subvertit largement la figure du présidentiable telle qu'elle s'est construite au fil de la 5^e République. Au candidat qui sait et qui offre, ou qui au moins propose, Ségolène Royal substitue la figure du candidat qui ne sait pas, ou pas encore, qui écoute, qui demeure en retrait. L'inversion du rapport entre offre et demande modifie en profondeur la symbolique politique. « Nous ne vous donnerons pas de réponse. Nous sommes là pour vous entendre. » (2 février) Ce que Daniel Cohn-Bendit théorise à sa manière :

Veut-on un Zorro qui sait tout, un chef qui a réponse à tout ? [...] Moi je préfère une présidente citoyenne qui essaie d'instaurer un nouveau type de rapport entre citoyens et responsables politiques. (12 février)

Concrètement, la forme canonique du meeting, institutionnalisée par des décennies de pratique, se voit invalidée au profit de « débats participatifs » radicalement différents. Au candidat en surplomb (monté sur une estrade), vers lequel tous les regards convergent, qui parle et que l'on écoute, cette nouvelle scénographie politique substitue un candidat discret, assis quelque part dans l'assistance, qui d'abord écoute (et longuement) des citoyens « ordinaires », puis des « experts » (22 janvier). Les hiérarchies politiques et sociales sont mises à mal (Ségolène Royal déclare que « les gens sont les meilleurs experts de la vie quotidienne »). Certes, la candidate a en quelque sorte le dernier mot, puisqu'elle intervient au terme des échanges. Mais c'est moins pour synthétiser ou proposer que pour faire écho aux diagnostics formulés par les uns et les autres, ou pour valider l'exercice en lui-même et la posture d'écoute qui est la sienne.

La même volonté de refuser la posture du surplomb se retrouve dans la mise en scène de l'équipe de campagne : QG de campagne « ouvert à tous ceux qui veulent » (23 janvier), faible structuration de l'équipe, volonté affichée de « ne s'embarrasser d'aucun baron » (1^{er} février). Les « éléphants » du PS sont dans un premier temps en retrait : « La candidate socialiste avait conquis l'investiture sur son rapport direct avec le peuple. » (1^{er} février) « Mon équipe de campagne, c'est vous », déclare-t-elle lors d'un meeting (21 février). Avant de conclure : « J'ai besoin de vous. » Le contact direct (par exemple avec les salariés menacés d'Airbus) est systématiquement privilégié (3 mars). À l'occasion d'un déplacement à Clichy-sous-Bois, la presse décrit une « visite tranquille » ; il s'agit pour elle « d'aller là où Nicolas Sarkozy n'ira pas ». Le souci de proximité est mis en avant à travers « visite et entretien avec les membres d'une association locale qui œuvre dans les domaines du lien social et de la vie quotidienne » (28 février).

À l'opposé de Nicolas Sarkozy, partant d'une posture de surplomb pour esquisser un rapprochement vers les électeurs, Ségolène Royal joue d'une

symbolique ascendante. Sans jamais s'en détacher complètement, elle prend petit à petit ses distances avec le peuple auquel sa posture originelle est censée la rattacher, et s'affirme comme en situation de formuler une offre en politique. Elle monte progressivement en généralité.

Le discours de Villepinte, très attendu, permet de voir cette mutation. Il amorce la phase de « restitution », puisqu'à cette occasion la candidate va « dévoiler son projet » (5 février). Mise en scène de 100 propositions, contrat présidentiel, prétention à « tout revoir, tout repenser » (12 février), la posture est des plus classiques. « J'ai voulu prendre le temps de vous écouter » (12 février), explique la candidate. « Elle est forte, finalement », commente une téléspectatrice (12 février). *Libération* titre sur « Ségolène en majesté », estimant que « militants et sympathisants ont trouvé la candidate à la hauteur » (12 février). Le néologisme « femme d'État » est utilisé pour exprimer cette adéquation (12 février). Après ce discours, l'offre programmatique ne cesse de monter en généralité et en volontarisme : « Avec moi, déclare-t-elle par exemple, les gamins seront tenus, les problèmes des banlieues seront réglés, l'économie repartira, le dialogue social sera rétabli. » (19 mars) La posture est de plus en plus clairement celle du surplomb : « Je suis candidate à l'élection présidentielle, je ne vais pas statuer sur telle ou telle circulaire. » (19 mars)

La revendication de proximité n'a pas disparu totalement. En même temps qu'elle cite Braudel et Malraux, la candidate évoque « Odile, mère célibataire, Aurélie, à Roubaix... » (12 février), jouant de l'effet de réel pour donner chair à ceux qu'elle a rencontrés et qui désormais s'effacent. Le rapport de force entre la candidate et les citoyens s'inverse. Elle qui écoutait et reprenait ce qu'on lui disait parle maintenant la première : « Je compte sur chacun d'entre vous pour porter la parole que je viens de donner. » (12 février) Ce mélange entre proximité et surplomb est-il original ? La candidate en semble convaincue (« On ne fera plus jamais de politique sans vous », 12 février), de même ses proches (« On ne peut plus faire campagne comme avant » selon François Rebsamen, 5 février), et même selon les journalistes (elle aurait « inventé une nouvelle façon de faire campagne », 5 février). On peut en douter. Si la trajectoire ascendante est originale, le point d'équilibre postulé est-il si éloigné de celui choisi par Nicolas Sarkozy ? Le passage à TF1 pour l'émission « J'ai une question à vous poser » conforte sans surprise ce positionnement. La candidate socialiste alterne proximité et surplomb. Proximité lorsqu'elle se prête à un exercice « érigeant la politique en médecine du quotidien », lorsqu'elle se laisse interpellé par les « vrais gens » « dont elle prétend se préoccuper au premier chef, les thèmes relevant du cas particulier, voire de l'intime » ; ou lorsque, jouant la carte de la compassion, elle pose la main sur l'épaule d'un handicapé. Surplomb lorsqu'en réponse à la question : « Croyez-vous sincèrement être prête pour affronter les responsabilités qui sont celles d'un chef d'État ? », elle répond en invoquant son cursus d'énarque, ses responsabilités au sommet

de l'État, ses talents « parfois un peu visionnaires ». Que par exemple l'identité d'énarque ait pu, dans le contexte, être revendiquée de la sorte montre à quel point les attentes demeurent classiques à l'égard d'un présidentiable. La carte de la proximité n'a pu être jouée qu'un temps et partiellement.

Les voyages à l'étranger

La symbolique ascendante se marque également dans la « bonne volonté » dont elle fait montre face à l'épreuve que constitue l'exercice du voyage à l'étranger. Supposée néophyte, « novice sur ce terrain » (26 décembre) et « attendue de pied ferme » (8 décembre), elle joue avec une relative docilité le jeu du « test de crédibilité » (26 décembre) qui permettra de mesurer son envergure, sa stature. L'insistance qu'elle met à se constituer un programme crédible (Chine, Proche-Orient, Canada...), à ne pas se contenter des rencontres avec les leaders socialistes européens, démontre qu'elle souscrit sur ce point aux définitions les plus classiques de la présidentiabilité. Supposée partir de loin, ou d'en bas, elle « mûrit », « affine ses positions » (8 décembre) au fil des rencontres. Elle commence par un retour aux sources au Sénégal, lieu de sa naissance (septembre 2006). Elle noue ensuite des contacts internationaux avec d'autres socialistes (Michelle Bachelet au Chili, plusieurs leaders européens à Porto), avant de se risquer à des exercices plus périlleux, face à des interlocuteurs moins prévisibles. Le détour par l'étranger est d'abord un moyen de s'élever jusqu'au rôle de présidentiable.

Le voyage au Proche-Orient constitue une première épreuve : « Tournée test pour Royal au Proche-Orient », titre *Libération* (1^{er} décembre). « Ses détracteurs attendent avec gourmandise pour contester sa crédibilité sur les questions de politique étrangère. » (1^{er} décembre) « Mal connue en Israël, où elle séjourne pour la première fois, Ségolène Royal intrigue. » (5 décembre) Elle n'a pas renoncé à la proximité et se veut « à l'écoute de tout le monde » (1^{er} décembre), ainsi lorsqu'elle rencontre des étudiants palestiniens (4 décembre). C'est pourtant sur un autre terrain qu'elle est attendue, sa capacité à forcer la porte des plus grands, ce à quoi elle s'emploie également : « La tournée proche-orientale de la candidate PS ressemble déjà à un voyage d'État. Partout elle a été reçue par les plus hautes personnalités. » (4 décembre)

Le rapport au rôle est beaucoup plus docile que précédemment. La candidate s'efforce d'être à la hauteur ; elle n'hésite pas à suivre le chemin tracé par ses prédécesseurs, ainsi lorsqu'elle affirme vouloir « rassurer » et lorsqu'elle garantit « la continuité de la politique française » (4 décembre). La presse constate qu'elle a « défendu la position traditionnelle de la France » (4 décembre).

Même bonne volonté en phase d'apprentissage lors du voyage en Chine. Ce déplacement s'impose comme passage obligé pour tout présidentiable :

« L'étape chinoise serait-elle devenue absolument incontournable dans le chemin vers l'Élysée ? » (6 janvier) Ségolène Royal joue de nouveau la carte de la proximité : « C'est important d'être au contact de la population, y compris dans la vie quotidienne. Je tiens toujours à avoir un contact dans les quartiers. » (8 janvier)¹² Mais cette posture est moins assurée que précédemment. Faisant de nécessité vertu, la candidate ne peut cacher sa difficulté à être reconnue comme quasi-chef d'État : « Elle ne verra pas, comme elle l'avait souhaité, le président Hu Jintao, également numéro 1 du PC chinois. Un cran trop haut pour une simple candidate. » (8 janvier)

Dans la phase ascendante d'endossement progressif d'un rôle tout en surplomb, l'incapacité à se faire adouber par les grands vaut échec :

Ségolène Royal aimerait bien être reçue [à Berlin] par la chancelière Angela Merkel le plus tôt possible, au titre de candidate à l'Élysée [...]. Avec l'espoir d'une sorte de reconnaissance qui solidifierait la stature internationale que Ségolène Royal tente de se tailler [...]. La socialiste souffre d'un handicap : elle ne connaît pas Merkel. (9 janvier)¹³

L'ascension symbolique de la candidate est en outre contrariée par l'acharnement de ses adversaires à monter en épingle ses supposées « gaffes » : « bravitude » en Chine, sortie contre la Banque centrale européenne, faiblesse face au Hezbollah, prise de position légère au Canada sur l'indépendance du Québec, la stratégie d'ascension est un temps contrariée par le procès en incompétence. Prise en quelque sorte au jeu de la proximité, elle se voit attachée par ses détracteurs à sa position de départ, comme incapable de s'élever à hauteur du rôle. La voilà rabaissée.

Le procès en inadéquation : Ségolène est-elle « à la hauteur ? »

Les reproches formulés contre Ségolène Royal ont la double caractéristique de déborder le strict camp de ses adversaires concurrents (ils sont repris par les journalistes de *Libération* et par des électeurs ou des personnalités de gauche, quand ce n'est pas par des proches de la candidate) et de porter sur les deux dimensions constitutives de sa posture de proximité : la prétention à écouter plus qu'à proposer, la bonne volonté internationale. La symbolique ascendante est contestée, soit que la candidate tarde à formuler une offre programmatique, soit qu'elle échoue à démontrer son envergure internationale.

12. Face à la Chine, elle affiche sa « volonté de comprendre » (6 janvier).

13. « Qui peut envisager de diriger la France sans connaître les dirigeants de l'Europe ? » (Nicolas Sarkozy, 31 janvier). La rencontre Royal-Merkel se fera finalement, « dans un climat chaleureux » selon la première, « avec une certaine complicité » (7 mars).

Les critiques de la démarche participative

Celles-ci pointent une inadéquation au rôle de candidat qui sait et qui offre. *Libération* met en scène un électorat de gauche désappointé par la posture d'écoute : « Elle peut susciter de l'angoisse [...]. Les Français ne plaisantent pas avec l'institution présidentielle. » (25 janvier) Le silence ne vaut-il pas incapacité à dire, à savoir, à diagnostiquer, à proposer ?

À part des lieux communs, elle ne dit rien. (Une électrice de gauche, 29 janvier)

Plus on avance, plus j'ai des doutes sur la capacité de Ségolène Royal à diriger le pays. Je ne supporte plus de la voir esquiver les questions importantes. Qu'elle consulte les citoyens, c'est une chose. Mais qu'elle ait au moins un avis, elle aussi. (Une électrice de gauche, 29 janvier)

Je ne connais pas ses idées. Le côté : mon opinion est celle des Français, ça ne me plaît pas. Je ne lui demande pas d'avoir mes opinions, mais d'avoir les siennes, et de me les présenter [...]. Sarkozy, au moins, ne nous prend pas en traître. Il dit ce qu'il va faire. (Un enseignant, 29 janvier)

La prétention de Ségolène Royal à imposer une définition nouvelle du rôle de président, ou même de présidentiable, est discutée : « Le prochain chef de l'État doit-il être un monsieur ou une madame Je-Sais-Tout ? Ou bien un être faillible et moins compétent et par là plus proche du public ? Jusqu'ici, l'humaine erreur de la jeune Royal lui avait profité. Après des présidents monarques, altiers et ultracompétents [sic], on plébiscitait une jeune femme inexpérimentée mais à l'écoute. » Mais à mesure que l'échéance approche, cette partition décalée est-elle encore jouable ? : « Ségolène, soudain, devenait anxiogène par son amateurisme. » (2 février)

D'où la mise en scène d'une insatisfaction sublimée en attente. La posture d'écoute doit céder la place à celle, plus classique, du candidat qui sait et qui propose : « Il est temps pour Ségolène Royal de donner une cohérence à des exigences contradictoires. » (5 février) « Tous attendent avec impatience le 11 février, la grand-messe qui clôturera cette étape participative de la campagne et ouvrira celle des propositions. » (2 février) Le 9 février, *Libération* publie un grand sondage : « Ce que les Français attendent d'elle ».

La mise en cause de la stature internationale

Le second domaine où l'insatisfaction s'exprime avec virulence est celui de l'international. Les proches de Ségolène Royal accompagnent certes sa stratégie d'ascension vers le statut de présidentiable. Suite par exemple à une gaffe de Jacques Chirac sur le nucléaire iranien, Jean-Marc Ayrault rappelle que pour sa part « Ségolène Royal a toujours fait preuve d'une grande

fermeté» (2 février). Mais ce point de vue est battu en brèche par des verdicts beaucoup plus critiques, qui débordent le camp des partisans de Nicolas Sarkozy. Ce sont bien sûr ces derniers qui décochent les premières flèches, ainsi lors du voyage au Proche-Orient : François Fillon parle de « faute lourde » (4 décembre), François Goulard accuse : « Ségolène Royal ne connaît pas ses sujets [...]. Je lui recommande une chose : quand on ne connaît pas les affaires, on a la modestie de les apprendre avant de vouloir intervenir. » (4 décembre) Et Nicolas Sarkozy ajoute :

Est-ce que vous pensez vraiment qu'un président de la République peut se contenter de dire aux Français : « Je vous écoute, qu'est-ce qu'on fait ? » [...]. Ou est-ce que vous ne croyez pas qu'il doit avoir une idée précise de comment on évite que le conflit entre Palestiniens et Israéliens dégénère ? (4 décembre)

Libération titre sur la « Chronique d'une gaffe annoncée : pour ses adversaires, Ségolène Royal devait forcément dérapier au Proche-Orient » (4 décembre). Même chose après le déplacement au Québec, au terme duquel Michèle Alliot-Marie juge la candidate socialiste « légère » (25 janvier). Porté par des sondages favorables, Nicolas Sarkozy considère qu'elle n'est « pas à la hauteur de l'enjeu » (17 février).

Progressivement, le camp des sceptiques s'élargit. Les journalistes reprennent à leur compte les attendus du procès en incompétence. « Les propos récents sur le Québec, après ceux sur la Chine et le Proche-Orient, alimentent les doutes sur la stature internationale de la candidate PS [...]. Ségolène a-t-elle le niveau ? » (25 janvier) « Si les voyages à l'étranger sont censés former les aspirants présidentiables, ceux de Ségolène Royal ont semé le doute sur sa capacité à assumer la fonction de chef de l'État. » (25 janvier) Comme souvent, les sondages sont mobilisés pour conforter ce qui s'impose alors comme une évidence : « 60 % des Français pensent que le candidat de l'UMP a plus la stature d'un président de la République que Ségolène Royal. » (25 janvier) Les rangs socialistes sont gagnés par le doute : « Elle parle trop spontanément et ses voyages sont mal préparés. » (Un élu PS, 25 janvier)

Ces critiques s'adossent, aussi bien sur le terrain de la démocratie participative que sur celui de l'international, à la définition la plus classique du présidentiable « homme d'État ». D'où leur virulence, d'où aussi leur fragilité. Ne risquent-elles pas de manquer leur cible dans un contexte d'évolution des cultures politiques et des attentes des Français ? Faut-il juger la candidate d'aujourd'hui avec les critères d'hier ? Ségolène Royal est-elle en avance par sa capacité à redéfinir le rôle, ou en deçà par son incapacité à l'endosser ? Le désarroi des « intellectuels » témoigne de l'incertitude en la matière. Alain Finkielkraut fustige « l'incompétence manifeste de Ségolène Royal » (8 février), Bernard-Henri Lévy lui laisse le bénéfice du doute : « Elle a dit qu'elle voulait d'abord écouter. Il faut respecter sa démarche. » (30 janvier) Les proches de

Nicolas Sarkozy hésitent quant à l'attitude à adopter : on se demande à l'UMP « si la naïveté apparente de Ségolène Royal n'est pas calculée » (6 février). D'où des consignes de « prudence », étant donné le « caractère peut-être volontaire des fautes de Ségolène Royal. Face à un candidat assuré comme le nôtre, cela pourrait être un calcul politique de sa part de jouer les naïves et les hésitantes » (un proche de Nicolas Sarkozy, 25 janvier).

Personne n'ose en effet totalement exclure l'hypothèse d'un retournement complet des grandeurs politiques. S'il était vrai que les Français attendent d'abord de la proximité, de la sincérité, de la fragilité, de l'écoute, qu'ils se méfient à l'inverse des attributs traditionnels de l'homme d'État (solidité, confiance, capacité visionnaire, compétence programmatique...), alors les hiérarchies pourraient s'inverser : les « gaffes » devenir profitables, l'envergure être disqualifiée en arrogance. À l'image de François Fillon explicitant cette logique inversée du « qui-perd-gagne » (« Plus on est haut, plus on concentre les critiques sur soi », 6 février), les stratèges de l'UMP pensent qu'il faut « arrêter de canarder [Ségolène Royal] car cela va faire d'elle une victime des méchants messieurs de l'UMP » (6 février)¹⁴. De même, les journalistes de *Libération* s'interrogent sur les risques qu'encourt la droite à faire passer Ségolène Royal pour incapable : « La bécassination est une arme qui par le passé a montré ses limites. Les spécialistes de la BD le savent : Bécassine est populaire. » (25 janvier) Face à ces critiques, la candidate modifie sensiblement sa posture, non pour troquer telle quelle celle d'un présidentiable classique, mais pour tenter de trouver un point d'équilibre entre sa posture initiale de candidate d'en bas et les exigences du rôle portées par les médias et les électeurs.

Cette posture de juste milieu entre proximité et surplomb trouve une illustration dans le positionnement de la candidate à l'égard, par exemple, des institutions. Elle souhaite les réformer et en appelle à une 6^e République (19 mars), ce qui témoigne d'une forte appropriation des ressources présidentielles les plus régaliennes, et contribue « à installer un peu plus la candidate dans le tailleur élyséen » (19 mars). En même temps, elle « souhaite bouleverser le protocole de la présidence » vers plus de simplicité (6 mars). Et que dire de son désir d'établir « au-dessus des partis un lien direct entre une personne et le peuple français » (19 mars), sinon qu'il joue à la fois de la proximité et du surplomb ?

L'opposition presque idéale-typique que l'on vient de décrire entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy repose sur des catégories de perception communes du politique, le proche contre le lointain. Nous n'avons fait qu'emprunter à une

14. Retournement dont on trouve trace dans le témoignage d'une « famille lambda » (27 février) : « J'aime bien son vocabulaire. On voit que c'est sa manière de parler de tous les jours [...]. Même ses boulettes, comme "bravitude". On en sort tous les jours, des trucs comme ça ! »

grammaire ordinaire des rôles et des postures politiques¹⁵. On peut trouver un élément de validation de cette construction dans la perception qu'ont les électeurs des deux candidats. S'il faut en effet croire un sondage paru dans *Libération* (13 mars), « les Français » distinguent clairement Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal sur l'axe *surplomb/proximité*. Le premier aurait plus volontiers « la stature d'un chef d'État » (52 % contre 22 %), serait « plus compétent » (50 % contre 22 %), « incarnerait mieux l'identité de la France » (35 % contre 29 %), tandis que la candidate socialiste « est plus à l'écoute de [leurs] préoccupations » (35 % contre 30 %). Par leur approximation même, ces questions sont intéressantes parce qu'elles constituent autant de variations sur le thème du *surplomb* (*stature, incarner, compétence*) et sur celui de la *proximité* (*à l'écoute*). Elles donnent à voir de vagues impressions, certainement pas des « opinions ». Elles obligent les sondés à expliciter l'impression que l'on ressent au fil de cette campagne, et que l'on vient d'essayer d'objectiver. À savoir que ces deux candidats abordent le rôle présidentiel différemment. Ce n'est en ce sens pas un hasard si les journalistes, parlant du duel « Ségo-Sarko », construisent en réalité une vision dissymétrique des candidats, jouant dans un cas du prénom (Ségo), dans l'autre du nom (Sarko).

Cette dissymétrie constitue selon nous un indicateur significatif de changement social : le rôle de présidentiable, désormais, peut (et même doit ?) se décliner en référence au registre de la proximité¹⁶. On est tenté de conclure que la symbolique du *surplomb* a cessé d'être hégémonique, même s'il faut ici plaider pour des recherches plus systématiquement diachroniques. Seules celles-ci pourraient en effet démontrer que proximité et présidentiability peuvent aujourd'hui (et aujourd'hui seulement) se conjuguer. Au moins a-t-on montré ici qu'à partir de positionnements initiaux presque idéal-typiquement opposés, les deux présidentiables de 2007 ont fait mouvement l'un vers l'autre. Si le rôle de présidentiable oblige aujourd'hui comme hier au *surplomb*, il est désormais imprégné de l'exigence inverse de proximité.

Références

BARBET Denis, 2002, « Parti et syndicat dans l'espace léninien. Les mots de *Que faire ?* », *Mots. Les langages du politique*, n° 68, mars, p. 9-26.

15. Sur l'usage des catégories « haut » et « bas » en politique, voir plusieurs travaux publiés dans la revue *Mots. Les langages du politique*. Dans un dossier consacré aux « métaphores spatiales » (2002), Denis Barbet soulignait la valorisation des symboliques ascendantes dans le *Que faire ?* de Lénine ; Bertrand Pirat montrait pour sa part comment le rôle présidentiel est construit à la fois en référence à la hauteur et à la centralité. Voir aussi l'article de Sylvianne Rémi-Giraud (2005) : « France d'en haut / France d'en bas : Raffarin tout terrain ».
16. Une dimension essentielle de ce registre serait ce que Patrick Charaudeau (2008) appelle le *peopolisme*, autrement dit la désacralisation de l'acteur politique fondée sur l'évocation de la vie privée.

- BOURDIEU Pierre, 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil.
- BRAUD Philippe, 1980, *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF.
- CHARAUDEAU Patrick, 2008, *Entre populisme et peopolisme. Comment Sarkozy a gagné!*, Paris, Vuibert.
- DESMARCHELIER Dominique, RENNES Juliette éd., 2005, *Usages politiques du genre, Mots. Les langages du politique*, n° 78, juillet.
- LE BART Christian, 2005, « La proximité selon Raffarin », *Mots. Les langages du politique*, n° 77, mars, p. 13-28.
- LE BART Christian, LEFEBVRE Rémi éd., 2005, *La proximité en politique*, Presses universitaires de Rennes (Res Publica).
- MARIOT Nicolas, 2006, *Bains de foules. Les voyages présidentiels en province, 1880-2002*, Paris, Belin (Socio-Histoires).
- PIRAT Bertrand, 2002, « En haut et au centre. La prééminence présidentielle », *Mots. Les langages du politique*, n° 68, mars, p. 59-72.
- RÉMI-GIRAUD Sylvianne, 2005, « France d'en haut, France d'en bas : Raffarin tout terrain », *Mots. Les langages du politique*, n° 77, mars, p. 93-105.